

[Text]

being siphoned out of Canada for investment elsewhere. At the same time, we are prepared to allow American multinational corporations to buy up our resource base, with all the rights and protection of a Canadian citizen, except the corporations have far more money.

In the final analysis, the proposed deal will force Canadian workers to compete against low-wage, repressive regimes in the southern U.S. and in offshore countries such as South Korea, Singapore, and Taiwan. The effect will be to siphon capital and profits out of Canada while decreasing the incomes of the Canadian people. This of course will result in substantially lower tax revenues.

As a native leader, Moses must look at the situation and how it will affect his people. It means the Government of Canada is putting itself in a position where the rights of aboriginal people, as guaranteed in the Constitution, cannot be met, because the resource base will be gone. The fiscal capacity required to restore our rights will be gone, and to all intents and purposes the things that rightfully belong to aboriginal people will be sold off to others. This is already the case with the Lubicon Indians.

This committee should know that at this very moment, as we are talking about the Mulroney-Reagan deal, the people in Moses Okimaw's community in God's River are completely and totally shut off from the outside world. We have a perfectly good airstrip in our community, yet we cannot use it, because the rights to it were assigned to someone else.

On the night of November 13 there was a suicide attempt and we tried to arrange an emergency medical evacuation. We were lucky. A pilot ignored orders not to use the airstrip, evacuated the patient, and saved his life. Three days later the reserve received official notice warning us never to repeat the offence. The offence was saving the life of a boy who, having reached the age of 16, decided life was no longer worth living.

Moses recounts the above because it demonstrates how easy it is to lose our rights, and having lost them, how difficult it is to get them back. It is like the words spoken by the author of *The Ecstasy of Rita Joe*: free trade will make Indians of us all.

Ms Mary Thomson-Boyd (Chairperson, National Working Group on the Economy and Poverty): I am here to represent the National Working Group on the Economy and Poverty of the United Church of Canada, and also Christians for Social Responsibility-Social Justice.

[Translation]

gouvernementaux canadiens, sont déjà aspirées par l'étranger pour être investies ailleurs qu'au Canada. En même temps, nous sommes prêts à autoriser les multinationales américaines à acheter nos ressources naturelles, en bénéficiant de tous les droits et de toute la protection qui sont accordés aux citoyens canadiens, sans tenir compte du fait qu'elles ont beaucoup plus d'argent que nous.

En dernière analyse, l'accord qui est proposé va obliger les travailleurs canadiens à faire concurrence aux régimes répressifs et à bas salaires du sud des États-Unis et de pays étrangers comme la Corée du Sud, Singapour et Taiwan. Cela aura pour effet d'aspirer à l'extérieur du Canada des capitaux et des profits canadiens, et donc d'abaisser le revenu des citoyens canadiens. Evidemment, cela se traduira par un abaissement notable des recettes fiscales du gouvernement canadien.

A titre de chef autochtone, Moses se demande comment tout cela va affecter son peuple. En effet, l'accord signifie que le gouvernement canadien s'est placé dans une situation telle que les droits des autochtones garantis par la Constitution ne pourront plus être respectés, puisque nous aurons perdu le contrôle de nos ressources naturelles. La capacité fiscale requise pour rétablir les droits des autochtones sera perdue et tout ce qui appartient de droit aux populations autochtones sera à toutes fins utiles vendu à des étrangers. Telle est d'ailleurs déjà la situation que connaissent les Indiens Lubicon.

Les membres du Comité devraient savoir qu'en ce moment même, alors que nous parlons d'un accord Mulroney-Reagan, la collectivité de Moses Okimaw, dans la réserve de God's River, est complètement coupée du monde extérieur. Certes, elle dispose d'une piste d'atterrissage tout à fait correcte, mais elle n'a plus le droit de l'utiliser parce que les droits ont été accordés à quelqu'un d'autre.

Le 13 novembre, il y a eu une tentative de suicide dans la collectivité et nous avons donc tenté d'évacuer la personne d'urgence vers un centre médical. Heureusement, un pilote a accepté de défier l'interdiction qui lui était faite d'utiliser la piste d'atterrissage et il a pu évacuer ce patient, dont la vie a ainsi été sauvée. Trois jours plus tard, la réserve a reçu officiellement un avis lui enjoignant de ne jamais répéter un tel délit. Or, c'est là un délit qui a permis de sauver la vie d'un garçon qui, arrivant à l'âge de 16 ans, avait décidé que sa vie ne valait plus la peine d'être vécue.

Moses relate cet événement parce qu'il témoigne bien de la facilité avec laquelle nous pouvons perdre nos droits et des difficultés que pose ensuite leur récupération. Pour reprendre les termes de l'auteur de *The Ecstasy of Rita Joe*, le libre-échange fera de nous tous des Indiens.

Mme Mary Thomson-Boyd (présidente, Groupe national de travail sur l'économie et la pauvreté): Je représente le Groupe national de travail sur l'économie et la pauvreté de l'Église unie du Canada, ainsi que les Chrétiens pour la responsabilité et la justice sociales.